



**TRAVAUX DE RÉHABILITATION DU SITE DE LILLE  
POUR L'URSSAF NORD PAS-DE-CALAIS**

**Cahier des Clauses Administratives Particulières  
(CCAP)**

*Numéro de procédure : 2025-MAPA-02*

*Procédure adaptée*

- *Articles L2123-1, R2123-1 et R2123-4 du code de la commande publique (procédure adaptée)*
- *Articles L2411-1 à L2422-1 du code de la commande publique (maîtrise d'ouvrage publique)*

## ARTICLE 1 – DISPOSITIONS GENERALES

### 1.1 – Objet – Contexte

La présente consultation porte sur une opération de travaux de rénovation du site de Lille dont l'immeuble est situé au 293, avenue du Président Hoover, pour le compte de l'Urssaf Nord Pas-de-Calais, organisme de sécurité sociale en charge du prélèvement des cotisations et contributions sociales.

Ce bâtiment est classé en établissement classé ERP 5ème catégorie type W dont le rez-de-chaussée est l'unique niveau accessible au public.

Les ouvrages à réaliser appartiennent à la catégorie : réutilisation ou réhabilitation.

L'URSSAF de Lille a pour objectif la réhabilitation énergétique du bâtiment de bureaux situé boulevard Hoover à Lille. Les bureaux concernés par cette réhabilitation, seront modifiés en espaces de coworking afin d'accueillir 90 collaborateurs supplémentaires en plus des collaborateurs actuels.

### 1.2 – Parties contractantes – Maîtrise d'ouvrage

#### Parties contractantes

Les parties contractantes sont :

- D'une part :

L'URSSAF Nord Pas-de-Calais, en qualité d'acheteur et maître d'ouvrage

Et

- D'autre part : l'opérateur économique qui conclut le marché avec l'organisme et désigné dans le présent CCAP par l'expression « *le titulaire* ».

#### Organisation de la maîtrise d'ouvrage

Les opérations de travaux prévus dans les marchés qui seront conclus s'inscrivent dans le cadre des dispositions législatives et réglementaires du code de la commande publique relatives à la maîtrise d'ouvrage publique, l'URSSAF Nord Pas-de-Calais exerçant la maîtrise d'ouvrage publique desdites opérations par le biais de sa direction et de ses représentants (articles L2411-1 à L2422-1 du code de la commande publique).

#### **URSSAF Nord Pas-de-Calais**

La maîtrise d'ouvrage est assurée par l'URSSAF Nord Pas-de-Calais, dont le siège social se situe à l'adresse indiquée à l'article 1.4 du règlement de consultation.

- Le maître d'ouvrage est représenté par sa Directrice, Madame Aurélie FILLIARD-HENLÉ et assurée par Monsieur Gaël DRILLON et Monsieur Franck EL-HASSAN (Direction des ressources).
- La maîtrise d'œuvre est confiée au cabinet **VERDI BATIMENT NORD DE France associé à AR&B Architectes, EXERGENE et Cabinet EURIN.**
- Le contrôle technique et la coordination SPS seront confiés à une ou plusieurs entreprises dont la/les dénomination(s) sera(ont) communiquée(s) ultérieurement

Romain BRUY  
[romain.bruy@bureauveritas.com](mailto:romain.bruy@bureauveritas.com)  
Responsable d'Opérations  
Région Hauts-de-France  
BUREAU VERITAS CONSTRUCTION  
34B rue de la Ladrié 59650 Villeneuve d'Ascq

Vincent PRINSIER  
CSPS n°2 – chef de projet prévention  
Agence Hauts de France  
06 82 81 27 40  
BUREAU VERITAS CONSTRUCTION  
[www.bureauveritas.fr](http://www.bureauveritas.fr)

## 1.3 – Procédure – Forme de contrat

### Procédure et forme de contrat

Le contrat conclu sera un relatif à des travaux, passé à prix forfaitaire en application :

- Du code de la commande publique.
- De l'arrêté du 19/07/2018, portant réglementation des marchés publics des organismes sécurité sociale.

La procédure utilisée est la procédure adaptée (articles L2123-1 et R2123-1 du code de la commande publique).

L'exécution de chaque contrat sera notamment soumise aux textes suivants, ainsi qu'à toute autre réglementation afférente à son objet :

- Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux Marchés Publics de Travaux (CCAG-Travaux), approuvé par l'arrêté du 30/03/2021 (sauf dérogations mentionnées au CCAP).
- Toute autre réglementation afférente à son objet, en sus des spécifications détaillées au CCTP.

## 1.4 – Ouvrages et quantités – Allotissement – Prestations similaires

### Ouvrages et quantités

Les ouvrages sont souscrits selon les besoins et quantités qui seront définies dans les documents particuliers d'exécution du marché. Les entreprises soumissionnaires sont tenus d'appliquer les quantitatifs définis par la maîtrise d'œuvre dans les Décomptes du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) présentés dans les annexes 2 de chaque acte d'engagement.

Les types d'ouvrages qui seront réalisés sont décrits dans les CCTP.

### Allotissement

Le présent marché est alloté comme suit :

Lot n°	Intitulé du lot	Nomenclature CPV
1	Plâtrerie - Menuiseries Intérieures – Cloisons amovibles	Travaux de menuiserie 45421000-4 Travaux de cloisonnement 45421141-4
2	Plafonds suspendus	Mise en place de plafonds suspendus 45421146-9
3	Agencement – Revêtements muraux – Vitrophanie - Signalétique	Papier peint et autres revêtements 39190000-0 Aménagement 39200000-4
4	Peinture – Revêtement	Peinture et revêtements muraux 44111400-5 Revêtements de sol 44112200-0
5	Chauffage Ventilation Climatisation Plomberie GTB	Travaux d'installation de matériel de chauffage, de ventilation et de climatisation 45331000-6
6	Electricité Courants Forts Courants Faibles	Travaux de câblage et d'installations électriques 45311000-0

Chacun des lots fera l'objet d'un marché séparé. Les candidats pourront présenter une offre pour un ou plusieurs lots.

### Prestations similaires

L'acheteur se réserve la possibilité de confier au titulaire la réalisation de prestations similaires à celles du présent contrat, après passation d'un ou de plusieurs marchés de prestations similaires en application de l'article R2122-7 du code de la commande publique.

## 1.5 – Langue

Toute correspondance relative au marché est rédigée en français.

## 1.6 – Délais

La computation des délais fixés dans le marché est telle que décrite à l'article 3.2 du CCAG-Travaux. Les délais fixés en jours ouvrés sont tels que définis à l'article 3.2.5 de ce même document.

Le planning prévisionnel est transmis dans les documents de consultation du marché.

## ARTICLE 2 – PIÈCES – REGLEMENTATION

### 2.1 – Pièces constitutives du marché – Ordre

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, les pièces constitutives de chaque marché sont les suivantes, classées par ordre d'importance décroissant.

- L'Acte d'engagement et ses annexes (à l'exception des annexe 1 et 2), l'ensemble daté et signé
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- Les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP), applicables pour chaque lot.
- Le Cahier des Clauses Techniques Communes (CCTC), applicable pour l'ensemble des lots.
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux Marchés Publics de Travaux (CCAG-Travaux), approuvé par l'arrêté du 30/03/2021, sauf dérogations mentionnées à l'article au présent document.
- Tout Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) auxquels les différents lots peuvent être soumis (ces documents comprennent les Documents Techniques Unifiés propres à chaque corps d'état) et leurs éventuelles annexes.
- Les annexes 1 et 2 de l'Acte d'Engagement, datées et signées.
- L'offre technique et financière du titulaire

En cas de contradiction ou de différence entre les documents constitutifs du marché, ces documents prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés. Les documents originaux conservés dans les archives de l'URSSAF Nord Pas-de-Calais font seuls foi.

Dans le cas où le titulaire aurait joint à son offre des conditions générales de prestations, celles-ci ne s'appliquent que pour autant qu'elles ne contreviennent pas aux clauses prévues par les documents du marché et leurs annexes, et ne peuvent en aucun cas se substituer aux conditions contractuelles de ces derniers qui seules font foi.

### 2.2 – Réglementation applicable

Le contrat conclu sera un relatif à des travaux, passé à prix forfaitaire et en application :

- Du code de la commande publique
- De l'arrêté du 19/07/2018, portant réglementation des marchés publics des organismes sécurité sociale.

La procédure utilisée est la procédure adaptée (articles L2123-1 et R2123-1 du code de la commande publique).

L'exécution de chaque contrat sera notamment soumise aux textes suivants, ainsi qu'à toute autre réglementation afférente à son objet :

- Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux Marchés Publics de Travaux (CCAG-Travaux), approuvé par l'arrêté du 30/03/2021 (sauf dérogations mentionnées au CCAP).
- Toute autre réglementation afférente à son objet, en sus des spécifications détaillées au CCTP.

## ARTICLE 3 – DUREE – COMMENCEMENT D'EXECUTION – RECONDUCTION – GPA

Le marché est un marché à exécution instantanée, qui sera souscrit à compter de sa notification pour toute la durée de l'opération mentionnée à l'article 1.1 et jusqu'à l'expiration de la garantie de parfait achèvement applicable à cette opération. Il ne pourra faire l'objet d'aucune reconduction.

A compter de la réception des ouvrages découlant de chaque contrat pour lequel le titulaire a été mandaté afin d'en assurer la réalisation, il est entendu que les rapports contractuels entre l'organisme maître de l'ouvrage et le titulaire se poursuivent jusqu'à l'expiration de la garantie de parfait achèvement qu'au titre des ouvrages ou aux parties d'ouvrages :

- Ayant fait l'objet de réserves pendant la réception.
- Ayant fait l'objet de désordres apparus dans l'année de la réception et signalés par l'organisme maître d'ouvrage au titulaire entrepreneur par voie de notification écrite permettant d'en attester la date de réception par ce dernier.

La durée prévisionnelle ainsi que la date de commencement d'exécution des travaux est indiquée dans le document « DCE planning général des travaux.pdf » joint au présent DCE.

## ARTICLE 4 - CONDITIONS FINANCIERES

### 4.1 – Prix

#### Etablissement des prix

Les prix du contrat sont **forfaitaires, fermes, définitifs et actualisables** établis à partir de l'estimation de la masse des travaux relatifs aux ouvrages faite par le titulaire (DPGF) dans l'annexe 2 de l'acte d'engagement, sur la base des CCTP propres à chaque lot.

Leur date d'établissement correspond au mois de la date où l'offre du titulaire a été remise à l'URSSAF Nord Pas-de-Calais (appelé mois « zéro » soit m0).

Ils sont établis en Euros Hors Taxes (€ HT), franco de port pour les livrables, matériaux et matières premières.

#### Contenu des prix

Les prix sont augmentés de la TVA en vigueur au moment de l'exécution du marché.

Les prix s'entendent pour l'exécution, sans restriction ni réserve d'aucune sorte, de tous les ouvrages normalement inclus dans les travaux de la spécialité concernée, ou rattachés à ceux-ci par les documents de consultation.

De plus, sur la base de la définition et de la description des ouvrages, telles qu'elles figurent aux documents de consultation, le titulaire est réputé avoir prévu, lors de l'étude de son offre, et avoir inclus dans son prix toutes les modifications et adjonctions éventuellement nécessaires pour l'usage auquel elles sont destinées.

Les entreprises sont tenues de vérifier la justesse du quantitatif avant la remise de leur offre. Aucune réclamation de l'entreprise ne pourra être prise en compte après la signature du marché.

Les dépenses supplémentaires imprévues que le titulaire pourrait avoir à supporter en cours de chantier, par suite de l'application de ce principe, font partie intégrante de ces aléas et il lui appartient après étude des documents de consultation, d'estimer le risque correspondant et d'en tenir compte pour l'élaboration de son offre et le calcul de son prix.

Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le maître de l'ouvrage. Les prix du marché ne comprennent pas les modifications affectant la consistance initiale des travaux et résultant de changements réalisés à la demande de l'URSSAF Nord Pas-de-Calais.

Les prix du marché sont exclusifs de tout autre émolument et de tout autre remboursement de frais au titre de l'exécution des prestations.

Sans préjudice des dispositions de l'article 9.1.3 du CCAG-Travaux, ils comprennent tous les frais afférents :

- ☐ Aux ouvrages nécessaires et au parfait achèvement des travaux
- ☐ A toutes réunions auxquelles le titulaire doit participer en vertu du présent marché

- ❑ A la prise de toute mesure particulière par le titulaire destinée à assurer la protection de la santé de ses salariés
- ❑ Aux charges fiscales, parafiscales, droits de douanes et autres frappant légalement et/ou obligatoirement les travaux prévus au marché
- ❑ A la facturation / exécution financière relative au marché (sauf intérêts moratoires)
- ❑ A l'assurance, garantie, ajournement ou rejet des travaux visés au marché, ainsi que leur nouvelle exécution conforme
- ❑ A tous frais de personnel exécutant (déplacement / transport / logement / remplacement)
- ❑ Aux échafaudages, dispositifs et équipements de protection individuelle (EPI) destinés tant à l'exécution des travaux qu'à assurer la sécurité des travailleurs sur le chantier
- ❑ Aux études et essais
- ❑ Aux frais d'obtention de l'attestation de conformité visée par le Comité National pour la Sécurité des Usagers de l'Electricité (CONSUEL) le cas échéant
- ❑ A tous documents mis à disposition ou établis par le titulaire, ainsi que leurs frais de préparation, d'élaboration et leur éventuel conditionnement
- ❑ Aux droits de brevets éventuels
- ❑ A la participation aux dépenses communes
- ❑ Au nettoyage de chantier au fur et à mesure de l'avancement des travaux, et à la remise en état de celui ci une fois les travaux réalisés
- ❑ Aux frais de chantier, frais généraux et bénéfice
- ❑ A tous frais engendrés par le plan général de coordination en matière de sécurité et protection de la santé
- ❑ A tous frais de sujétion accessoire nécessaire au parfait achèvement des travaux
- ❑ A tous frais de déblaiement du chantier (notamment la mise à disposition de bennes).

## **Paiement**

Prix	Modalités de paiement	
Prix global et forfaitaire des ouvrages faisant l'objet d'une obligation de parfait achèvement.	<p>Paiement à terme échu, par virement, selon la décomposition globale du prix forfaitaire par voie d'acomptes mensuels.</p> <p>Le paiement du décompte final (solde) s'effectue dans les mêmes conditions.</p>	Délai global de paiement de 30 jours, à compter de la validation du décompte (mensuel ou final) et de la réception de la demande de paiement conforme, conformément aux conditions du décret n° 2013-269 du 29/03/2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

## **Actualisation**

L'actualisation est effectuée par application d'un coefficient donné par la formule suivante :

$$\text{PAC} = \text{PI} \times (\text{I (m-3)} / \text{Im0})$$

**PAC** = prix actualisé

**I** = valeur de l'indice BT01

**I (m-3)** = valeur de l'indice BT01 du mois antérieur de 3 mois au mois m du début d'exécution des travaux

**Im0** = valeur de l'indice du « mois zéro » (m0), mois au cours duquel a été signé l'acte d'engagement par le titulaire.

L'indice BT01 sera utilisé, sauf dans le cas où la nature des ouvrages ne permettrait pas le rattachement à ces catégories. Dans ce cas, les indices du Bulletin Officiel de la Concurrence, de la Consommation et de Répression des Fraudes (BOCCRF) ou les indices de l'INSEE, seront utilisés à la place et après validation par l'acheteur.

## **4.2 – Acomptes et décomptes mensuels – Demandes de paiement – Facturation**

Le titulaire de chaque contrat (ainsi que tout sous-traitant éligible au paiement direct) pourra prétendre au versement d'acomptes (article 13 du CCAG-Travaux, articles L2191-4 et R2191-20 à R2191-22 du code de la commande publique), dont la périodicité est mensuelle, dans les conditions définies ci-après.

Le montant de chaque phase de travaux est déterminé sous forme de pourcentage du montant initial du marché subséquent ou du devis remis par le titulaire et validé par l'acheteur. Chaque phase de travaux achevée indiquée dans l'un ou l'autre de ces documents fait l'objet d'une validation par ordre de service de l'URSSAF Nord Pas-de-Calais. Les acomptes seront payés sur la base de la décomposition du total des prix unitaires de la commande (partie à bons de commandes) ou du prix forfaitaire du marché subséquent.

Le présent article déroge aux articles 12.3 et 12.4 du CCAG Travaux (établissement du décompte final et du décompte général définitif).

### **Acomptes et décomptes mensuels**

Les prix du marché feront l'objet de décomptes mensuels et d'un décompte final, payés par voie d'acomptes mensuels tels que définis par l'article 12.2.1 du CCAG Travaux. Les décomptes mensuels devront être cumulatifs et faire apparaître le total des quantités exécutées depuis le début des travaux, les prix des unités composant le prix forfaitaire et les produits.

### **Décompte final**

Après l'achèvement des travaux, un projet de décompte final est établi par le titulaire, concurremment avec le projet de décompte mensuel afférant au dernier mois d'exécution des prestations ou à la place de ce dernier. Ce projet de décompte final est la demande de paiement finale du titulaire, établissant le montant total des sommes auquel le titulaire peut prétendre du fait de l'exécution du marché dans son ensemble, son évaluation étant faite en tenant compte des prestations réellement exécutées.

Le projet de décompte final est établi à partir des prix initiaux du marché comme les projets de décompte mensuel et comporte les mêmes parties que ceux-ci, à l'exception des approvisionnements et des avances. Ce projet doit être accompagné des éléments et pièces mentionnés à l'article 12.1.7 du CCAG Travaux, s'ils n'ont pas été précédemment fournis.

Le titulaire transmet son projet de décompte final au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre, le cas échéant, par tout moyen permettant de donner une date certaine, dans un délai de quarante-cinq jours à compter de la date de notification de la décision de réception des travaux, telle que prévue par l'article 41.3 du CCAG Travaux ou, en l'absence d'une telle notification, à la fin de l'un des délais de trente jours fixés aux articles 41.1.3 et 41.1 de ce même document, sous réserve des dispositions suivantes :

- S'il est fait application des dispositions de l'article 41.5 du CCAG Travaux (réception sous réserve d'exécution sous délai de prestations non réalisées prévues au marché), la date du procès-verbal constatant l'exécution des travaux visés à cet article est substituée à la date de notification de la décision de réception des travaux comme point de départ des délais ci-dessus.
- S'il est fait application des dispositions de l'article 41.6 du CCAG Travaux (réception avec réserves), la date de notification de la décision de réception des travaux est la date retenue comme point de départ des délais ci-dessus.

Le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre, le cas échéant, accepte ou rectifie le projet de décompte final établi par le titulaire. Le projet accepté ou rectifié devient alors le décompte final. En cas de rectification du décompte final établi par le titulaire, le paiement est effectué sur la base provisoire des sommes admises par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre, le cas échéant. Le titulaire est lié par les indications figurant au projet de décompte final.

En cas de retard dans la transmission du projet de décompte final par le titulaire, le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre, le cas échéant, établit d'office le décompte final, aux frais du titulaire. Ce décompte final est alors notifié au titulaire avec le décompte général défini ci-après. Le titulaire est lié par les indications figurant au décompte final ainsi établi.

### **Décompte général définitif**

Le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre, le cas échéant, établit le projet de décompte général comprenant :

- Le décompte final
- L'état du solde, établi à partir du décompte final et du dernier décompte mensuel, dans les mêmes conditions que celles définies à l'article 12.2.1 du CCAG Travaux pour les acomptes mensuels
- La récapitulation des acomptes mensuels et du solde

Le montant du projet de décompte général est égal au résultat de cette dernière récapitulation.

Le projet de décompte général est signé par le maître d'ouvrage et devient le décompte général. Le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre, le cas échéant, notifie au titulaire le décompte général dans un délai de quarante jours après la date de remise au maître d'ouvrage ou au maître d'œuvre, le cas échéant, du projet de décompte final par le titulaire.

En cas de retard dans la notification du projet de décompte général signé par le maître d'ouvrage, le titulaire adresse une mise en demeure d'y procéder au maître d'ouvrage. L'absence de notification au titulaire du décompte général signé par le maître d'ouvrage, dans un délai de trente jours à compter de la réception de la mise en demeure autorise le titulaire à saisir le tribunal compétent en cas de désaccord.



Si le décompte général est notifié au titulaire postérieurement à la saisine du tribunal compétent, le titulaire est dispensé de la présentation du mémoire en réclamation tel que prévu par l'article 55.1.1 du CCAG Travaux.

Dans un délai de quarante-cinq jours compté à partir de la notification du décompte général, le titulaire envoie au maître d'ouvrage, avec copie au maître d'œuvre le cas échéant, par tout moyen permettant d'en donner une date certaine, le décompte général revêtu de sa signature, avec ou sans réserve, ou fait connaître les motifs pour lesquels il refuse de le signer.

Le décompte général accepté, signé et notifié par le titulaire, en respectant le formalisme ci-dessus, devient le décompte général définitif et ouvre droit au paiement du solde du marché. Ce décompte lie définitivement les deux parties, sauf en ce qui concerne le montant des intérêts moratoires afférents au solde.

### **Contestation des sommes dues**

Tout désaccord relatif au paiement est réglé dans les conditions de l'article 55 du CCAG Travaux.

Afin de permettre l'établissement du paiement d'un acompte mensuel ou du solde, les sommes dues au titre du paiement ne doivent pas être contestées par l'organisme. En cas de contestation sur le montant des sommes dues, le maître d'ouvrage règle, dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception de la notification du décompte général assorti par des réserves émises par le titulaire ou de la date de réception des motifs pour lesquels le titulaire refuse de signer, les sommes admises dans le décompte final.

En cas de réserves partielles, le titulaire est lié par son acceptation implicite des éléments du décompte général sur lesquels les réserves ne portent pas.

Dans le cas où le titulaire n'a pas renvoyé le décompte général signé au maître d'ouvrage dans le délai susmentionné ou dans le cas où, l'ayant renvoyé dans ce délai, il n'a pas motivé son refus ou n'a pas exposé en détail les motifs de ses réserves en précisant le montant de ses réclamations comme indiqué à l'article 5.1.1 du CCAG Travaux, ce décompte général est réputé être accepté par lui et devient le décompte général définitif du marché.

### **Retenue de garantie**

Chaque contrat comporte une retenue de garantie de 5% (conformément aux dispositions des articles L2191-17 et R2191-32 à R2191-35 du code de la commande publique), qui pourra être remplacée par une garantie à première demande ou une caution personnelle et solidaire, dans les conditions prévues aux articles R2191-36 à R2191-42 du code de la commande publique.

Cette garantie ou caution de substitution devra être présentée au plus tard avec la demande de paiement correspondant au premier acompte ou solde définitif, dans les conditions suivantes :

- L'organisme apportant sa garantie doit être choisi parmi les tiers agréés par le ministre chargé de l'économie ou par le comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissement mentionné à l'article L 612-1 du Code monétaire et financier. Lorsque cet organisme est étranger, il doit être choisi parmi les tiers agréés dans son pays d'origine.
- En cas de groupement solidaire, la garantie est fournie en totalité par le mandataire.
- En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement fournit une garantie correspondant aux prestations qui lui sont confiées et devant lui être réglées. Toutefois, si le mandataire du groupement est solidaire des autres membres, la garantie pourra alors être fournie par lui pour la totalité du marché.

A défaut, la retenue de garantie sera prélevée jusqu'à la fin du marché.

La retenue de garantie est remboursée, au plus tard un mois après l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement. En cas de retard dans le délai de remboursement, les intérêts moratoires sont dus et versés dans les mêmes conditions qu'en matière de non-respect des délais de paiement.

Les établissements ayant apporté leur garantie ou leur caution sont libérés un mois au plus tard après l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.



Toutefois, si des réserves ont été notifiées au titulaire du marché ou aux établissements ayant accordé leur caution ou leur garantie à première demande pendant le délai de garantie de parfait achèvement et si elles n'ont pas été levées avant l'expiration de ce délai, les établissements sont libérés de leurs engagements un mois au plus tard après la date de leur levée.

### **Demandes de paiement**

Les demandes de paiement sont établies en un original et deux copies, au nom de l'URSSAF Nord Pas-de-Calais. Le marché ne prévoit pas l'établissement du montant des sommes dues sur la base de constats contradictoires.

Elles porteront, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Les nom et adresse du titulaire
- Ses numéros SIRET et de son compte bancaire
- L'intitulé du ou des unités objet de la demande de paiement
- Les prestations exécutées, leur montant et leur date d'exécution
- Les montants totaux HT et TTC, ainsi que leurs éventuels décomptes
- Le taux et le montant de la TVA applicable au moment de la facturation
- La date de facturation, la référence du marché
- Les indemnités, primes, et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché (en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique)
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total HT, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC.

Les demandes de paiement seront adressées à l'adresse suivante :

**URSSAF Nord-Pas-de-Calais**  
Service factures fournisseurs  
TSA 42101  
59049 LILLE CEDEX

### **Autoliquidation de la taxe sur la valeur ajoutée**

L'auto-liquidation de la TVA est applicable depuis le 01/01/2014 pour la sous-traitance du bâtiment et des travaux publics (BTP), lorsque des travaux sont effectués par un sous-traitant pour un donneur d'ordre assujéti à la TVA. La TVA sur les travaux de construction effectués par un sous-traitant doit être payée par le donneur d'ordre. Les sous-traitants sont exonérés de la déclaration et du paiement de la TVA due dans ce cadre.

## **4.3 – Avances**

Sauf refus du titulaire dans l'acte d'engagement, le montant de l'avance qui pourra lui être accordée sera égal à 5%, dans les conditions fixées aux articles L2191-2, L2191-2 et R2191-3 à R2191-12 (régime général de l'avance) du code de la commande publique. Aucune autre avance ne sera accordée.

Que ce soit le titulaire du marché ou le sous-traitant, les conditions du remboursement de l'avance se font dans les conditions suivantes : par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes ou de solde.

Le remboursement s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 65% du montant du marché OU de la tranche. Dans la mesure du possible, le remboursement s'effectuera en une seule fois.

En tout état de cause, le remboursement doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80% du montant TTC des prestations qui lui sont confiées dans le cadre du marché OU de la tranche.

## **4.4 – Intérêts moratoires**

Conformément aux dispositions de l'article R2192-31 du code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

## 4.5 – Cession et nantissement de créance

Le nantissement ou la cession de créances s'effectuera conformément aux articles L2191-8 et R2191-45 du code de la commande publique.

### Conditions

En cas de cession ou de nantissement, l'acheteur remet au titulaire unique ou au groupement solidaire dont les prestations ne sont pas individualisées soit une copie de l'original du marché revêtue de la mention « remis en unique exemplaire en vue d'une opération de cession ou de nantissement », soit un certificat de cessibilité conforme au modèle réglementaire.

En cas de groupement conjoint ou encore de groupement solidaire dont les prestations sont individualisées, et sous réserve que les prestations fassent l'objet d'un paiement séparé, il est remis à chacun des membres du groupement soit une copie de l'original du marché revêtue de la mention « remis en unique exemplaire en vue d'une opération de cession ou de nantissement », soit un certificat de cessibilité conforme au modèle réglementaire.

Dans tous les cas, il est spécifié à l'acte d'engagement ou au certificat, le montant maximum pouvant être nanti ou cédé au profit de l'entreprise unique ou du groupement solidaire, et en cas de groupement conjoint ou de groupement solidaire dont les prestations sont individualisées et payées séparément, au profit de chacun des membres du groupement conjoint.

### Notification

Le bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créance au titre d'un marché public notifie ou signifie cet acte au comptable public assignataire dans les conditions de l'article R313-17 du code monétaire et financier qui procède au règlement auprès du bénéficiaire s'il s'agit d'une cession. En cas de nantissement, le règlement intervient auprès du titulaire sauf si le bénéficiaire du nantissement peut se prévaloir auprès du comptable de l'organisme de l'accord de l'entreprise pour le paiement des prestations dues.

## 4.6 – Réfaction du prix des ouvrages

Le présent article déroge aux articles 13 et 14 du CCAG-Travaux.

Sans préjudice de l'application éventuelle de pénalités, en cas de non-respect des quantités prévues au marché ou en cas de défaut affectant la qualité des ouvrages, l'organisme pourra procéder de lui-même au paiement de ceux-ci au prorata des quantités réellement exécutées ou de la qualité réelle constatable. La preuve des quantités ou du défaut de qualité est apportée par l'organisme, par tous moyens.

S'il y a lieu, l'application de pénalités s'effectuera sur la base du montant recalculé au prorata des imperfections constatées par l'organisme. Dès lors, ce montant servira de base au pourcentage maximal des pénalités applicables.

## ARTICLE 5 – EXECUTION DU CONTRAT

### 5.1 – Dispositions générales

#### Equivalence de normes, matériaux et procédés de mise en œuvre

Toutes les normes, marques de matériaux ou procédés de mise en œuvre référencés dans les CCTP le sont à titre indicatif. La présente clause s'applique en priorité sur toutes les clauses des CCTP et précise que l'ensemble de ces références peuvent être substituées par des références équivalentes en termes de normes, marques de matériaux ou procédés de réalisation.

#### Préparation du chantier

Les stipulations de l'article 28.1 du CCAG Travaux s'appliquent, à savoir deux mois de préparation inclus dans le délai d'exécution.

La durée de la période de préparation peut être prolongée par ordre de service, sauf si la raison du retard éventuel est imputable au titulaire ; l'ordre de service prolonge le délai d'exécution du marché de la même durée.

Préalablement à tout démarrage de chantier, il est procédé aux opérations et prestations énoncées ci-après :

- Fourniture des plans de scellement et de réservation par l'entreprise concernée dans le cadre du planning travaux. En cas de manquement les trous seront exécutés par le titulaire du lot n°, à la charge de l'entreprise défaillante,
- Etablissement par les entrepreneurs et présentation au visa du maître d'œuvre, dans les conditions prévues à l'article 28.4 du CCAG Travaux, du programme d'exécution des travaux auquel est annexé le projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires (le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur plan des locaux pour le personnel et de leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation),

- Achèvement par le maître d'œuvre des plans d'exécution des ouvrages, notes de calcul et études de détail dans les conditions prévues à l'article 29.2 du CCAG Travaux et au présent document.
- Etablissement par le titulaire et présentation au visa du maître d'œuvre, dans les conditions prévues à l'article 28.2 du CCAG Travaux, du plan d'assurance qualité du chantier décrivant les dispositions relatives à la gestion de la qualité.
- Etablissement d'un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé après inspection commune organisée par le coordonnateur S.P.S. Cette obligation est applicable à chaque entrepreneur (co-traitants et sous-traitants). Les Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé doivent être remis au coordonnateur S.P.S. dans un délai de 30 jours à compter du début de la période de préparation.

### **Ordres de service**

Les ordres de service sont tels que définis à l'article 2 du CCAG-Travaux. Ils sont notifiés au titulaire par l'organisme maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre dans les conditions définies à l'article 3.1 du CCAG-Travaux.

L'usage du courriel ou de la télécopie avec accusé de réception vaut notification d'un ordre de service dans le cadre du présent marché. Le commencement d'exécution des travaux par le titulaire est conditionné par la notification d'un ordre de service de démarrage des travaux par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre.

### **Etudes techniques, études de projet (PRO) et d'exécution (EXE)**

Ces études sont à la charge de la maîtrise d'œuvre.

Le titulaire établit, notamment d'après les éléments de définition du projet, les documents nécessaires à la réalisation des ouvrages, tels que les plans d'exécution, notes de calculs, études de détail. Ils sont soumis au visa du maître d'œuvre. Celui-ci doit les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception.

### **Essais et contrôle des matériaux mis en œuvre pour la réalisation des ouvrages**

Les essais et contrôles des matériaux et produits seront effectués dans les conditions de l'article 24 du CCAG-Travaux par les laboratoires ou bureaux de contrôles désignés par le maître d'œuvre. Par dérogation à l'article 38 du CCAG-Travaux, les essais et contrôles supplémentaires effectués à la demande de l'organisme seront effectués aux frais et risques du titulaire si les résultats de ces essais lui sont défavorables. Dans le cas contraire, ils sont supportés par l'organisme.

### **Signalisation**

A la demande l'organisme ou à chaque fois que cela s'avère nécessaire et après autorisation de ce dernier, le titulaire prévoit le signallement de ses interventions. Il place à ses frais les barrages et les écriteaux nécessaires et prend toutes mesures pour assurer la signalisation et prévenir les divers usagers de la présence de zones interdites ou dangereuses.

### **Registre de chantier**

Conformément à l'article 28.5 du CCAG Travaux, l'ensemble des documents émis ou reçus par le maître d'œuvre, concernant le déroulement du chantier, est répertorié historiquement par le maître d'œuvre dans un registre de chantier signé contradictoirement par lui, et le titulaire ou chacun des membres, en cas de groupement.

Ce registre est tenu à la disposition du représentant du maître d'ouvrage comme de tous les intervenants autorisés et remis au maître de l'ouvrage dans le cadre des opérations préalables à la décision de réception définitive de l'ouvrage.

### **Percements et scellements**

Le titulaire doit effectuer à ses frais les trous, percements, scellements et raccords nécessaires à la réalisation des ouvrages, sauf dans le cas où des plans de réservations ont été remis durant la période de préparation, ainsi que dans le cas où des dispositions contraires seraient portées au CCTP concerné. Scellement et raccords restent dans tous les cas aux frais du titulaire.

### **Gravois – Nettoyage**

Tous les gravois seront évacués au fur et à mesure, sans stockage permanent dans ou aux abords du bâtiment. Les déblais, déchets et gravois provenant des travaux du présent marché seront ensuite évacués aux décharges publiques par le titulaire, dans les conditions définies au présent document. Il est rappelé au titulaire de veiller à ce qu'aucun dégât ou salissure quelconque ne soit fait dans les locaux.

Le titulaire se doit de respecter les dispositions de l'article 31.2 du CCAG Travaux en ce qui concerne les lieux de dépôt des déblais en excédent. Les emplacements indiqués sur les plans sont mis gratuitement à la disposition du titulaire pour le dépôt provisoire des déblais en excédent.

## **Augmentation de la masse des travaux – Travaux supplémentaires**

Par dérogation à l'article 14.4.3 du CCAG travaux, lorsque la masse (montant) des travaux exécutés atteint la masse (montant) initiale (contractuel), l'entrepreneur titulaire doit arrêter les travaux s'il n'a pas reçu un ordre de service lui notifiant la décision de les poursuivre prise par le maître d'ouvrage.

Cette décision n'est valable que si elle indique le montant limite jusqu'auquel les travaux pourront être poursuivis, le dépassement éventuel de ce montant limite devant donner lieu à la même procédure et entraîner les mêmes conséquences que celles qui sont définies ci-après pour le dépassement de la masse initiale (montant contractuel).

L'entrepreneur titulaire est tenu d'aviser le maître d'œuvre, un mois au moins à l'avance de la date probable à laquelle la masse des travaux atteindra la masse initiale (montant contractuel).

L'ordre de poursuivre les travaux, au-delà de la masse initiale (montant contractuel), s'il est donné, doit être notifié dix jours au moins avant cette date.

A défaut d'ordre de poursuivre, les travaux qui sont exécutés au-delà de la masse initiale (montant contractuel), ne sont pas payés et les mesures conservatoires à prendre, décidées par le maître d'œuvre, sont à la charge du maître de l'ouvrage sauf si l'entrepreneur n'a pas adressé l'avis prévu ci-dessus.

Toute demande de travaux supplémentaires est adressée par le titulaire au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage, pour validation. Aucuns travaux supplémentaires ne pourront être exécutés, sans réalisation préalable des conditions cumulatives suivantes :

- Les travaux ne doivent pas relever de l'obligation de parfait achèvement des ouvrages incombant au titulaire en vertu de son contrat. La preuve de cette condition est apportée par tous moyens par l'entreprise titulaire, le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage. Ce dernier est seul habilité à statuer sur la recevabilité de celle-ci.
- Les travaux doivent :
  - Consister en des travaux rendus nécessaires par l'identification de contraintes ou sujétions techniques ne pouvant être raisonnablement prévues par le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage au moment de la réalisation des études techniques liées à l'opération de travaux OU
  - Faire l'objet d'une demande expresse du maître d'ouvrage, notifiée par ordre de service à l'entreprise concernée
- La demande de réalisation de travaux supplémentaires doit être approuvée et validée par le maître d'ouvrage.

A défaut de réalisation d'au moins une des conditions susmentionnée, les travaux concernés sont réputés faire partie de l'obligation de parfait achèvement incombant au titulaire et ne sauraient faire l'objet d'un quelconque supplément de prix.

Lorsqu'elle est validée, la demande de travaux supplémentaires donne lieu à une modification du marché pouvant intervenir sous forme d'avenant, dans les limites prévues par la réglementation de la commande publique.

## **Repliement des installations en fin de chantier**

Pendant les travaux, chaque titulaire doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets.

A la fin des travaux, dans le délai de livraison des ouvrages qui lui est imparti, le titulaire devra avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage, et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier, à ses frais et sous sa responsabilité. Il prend à sa charge l'évacuation de ses propres déblais, la réparation et la remise en état des installations qu'il aura salies ou détériorées.

Il est formellement interdit de brûler les déchets sur le chantier. Le maître d'ouvrage contrôle la bonne exécution du repliement et de la remise en état des lieux et peut prescrire toute mesure utile, aux frais du titulaire, permettant de satisfaire au résultat escompté.

## **Dossier des ouvrages exécutés (DOE)**

En fin de chantier, le titulaire devra remettre à l'organisme, afin de constituer le dossier des ouvrages exécutés (DOE) en **2 exemplaires au format papier et 1 exemplaire au support informatique** (sur DVD ou clé USB) :

- Toutes les notices d'entretien, les descriptions techniques et les garanties des matériaux et matériels utilisés
- Tous les plans de détails et de recollement
- Tous les documents complémentaires éventuellement listés dans le CCTP

## **5.2 – Communication avec l'organisme – Interlocuteur unique – Travail en milieu occupé**

Le titulaire doit informer immédiatement l'organisme, par tous moyens, de l'évolution du planning des travaux dans un délai compatible avec la sécurité des biens et des personnes.

### **Interlocuteur unique contrat**

En cas de désignation d'un interlocuteur unique par le titulaire, celui-ci est chargé du suivi d'exécution du contrat. Les coordonnées de cet interlocuteur sont dans l'offre du titulaire. Il doit disposer d'un pouvoir de décision suffisant pour engager la responsabilité du titulaire.

Il sera l'interlocuteur unique et direct de l'URSSAF Nord Pas-de-Calais et des sous-traitants présentés par l'entreprise. Il devra disposer en ce sens d'un pouvoir et d'une délégation suffisante du titulaire afin de mener à bien ses missions.

Les réunions de chantier s'effectueront dans le bâtiment, dans un local désigné par le maître d'ouvrage.

### **Traçabilité des documents**

Le titulaire devra permettre à l'organisme d'avoir une visibilité totale sur les activités qu'il doit gérer dans le cadre de l'exécution du marché. Il devra être capable d'apporter les preuves de l'exécution des travaux en tenant notamment à jour tous documents relatifs au suivi du chantier.

### **Travail en milieu occupé**

Le personnel du titulaire doit faire preuve d'un comportement permettant la bonne exécution des prestations en milieu de travail occupé, en conformité avec le règlement intérieur de l'organisme et insusceptible de porter préjudice à l'activité de celui-ci, de ses salariés ou de ses usagers (désordres, nuisances, etc.).

Le titulaire est tenu responsable de dommages causés à l'organisme ou ses salariés en cas de non-respect de la présente clause.

## **5.3 – Obligation de conseil**

Le titulaire est tenu à une obligation de conseil, de par sa qualité d'entrepreneur professionnel. A ce titre, il devra apporter toute réponse ou complément de réponse exigé par l'URSSAF Nord Pas-de-Calais ou le maître d'œuvre sélectionné par l'organisme quant à l'exécution des travaux.

Il devra également porter à la connaissance de l'URSSAF Nord Pas-de-Calais ou de son maître d'œuvre, par tout moyen permettant d'en attester la date d'envoi, toute difficulté, de quelque nature que ce soit, ayant un impact direct ou indirect sur la bonne exécution, les délais d'exécution et/ou la qualité des travaux. Il ne saurait arguer de sa méconnaissance desdites difficultés dans le but d'éviter l'engagement de sa responsabilité contractuelle.

## **5.4 – Indisponibilité du titulaire**

En cas d'indisponibilité, le titulaire est tenu d'avertir l'organisme concerné au moins 2 jours ouvrés à l'avance, ou, en cas d'impossibilité liée à la survenance d'un événement imprévu, dans les plus brefs délais. La présente disposition ne s'applique pas pour les visites ou réunions convenues et notifiées moins de 2 jours ouvrés avant leur exécution par l'organisme.

### **Incidents affectant l'exécution des prestations**

Tout arrêt ou incident temporaire affectant la qualité ou les délais d'exécution des travaux fera l'objet d'un compte-rendu dans un délai d'un jour calendaire, adressé au Directeur de l'organisme.

Toute imprévision, sujétion technique, élément présentant les caractères de la force majeure, arrêt permanent ou incident grave affectant la qualité ou les délais d'exécution des travaux fera l'objet d'un compte-rendu dans un délai d'un jour calendaire, adressé au Directeur de l'organisme.

### **Service minimal en cas d'arrêt de travail**

En cas d'arrêt de travail de son personnel, le titulaire sera tenu d'assurer l'exécution continue des travaux définis par l'organisme comme indispensables à la réalisation des ouvrages dans le respect des délais contractuels et des conditions de sécurité prévues par la réglementation. Le cas échéant, ces consignes seront notifiées par l'organisme par voie d'ordre de service au titulaire.

## 5.5 – Changement dans la situation du titulaire

Tout changement de raison, dénomination ou de siège social, de domicile, ou de compte à créditer doit être notifié, par lettre recommandée avec accusé de réception, à l'URSSAF Nord Pas-de-Calais et être appuyée, selon le cas, du nouveau RIB ou d'un exemplaire du journal d'annonces légales relatant la décision de l'Assemblée Générale de la Société, ainsi que d'une copie certifiée conforme de l'extrait du journal d'annonces légales.

En cas de cession des activités du titulaire à une autre société (ex : cession, fusion, restructuration), le transfert du marché serait possible exclusivement aux mêmes conditions d'engagement et après signature d'un avenant.

L'URSSAF Nord Pas-de-Calais est en droit de refuser le changement de titulaire :

- 1) si elle estime que le nouveau titulaire ne présente pas les garanties professionnelles, techniques ou financières suffisantes pour exécuter le marché
- 2) ou si ce dernier fait l'objet d'une interdiction prévue au code de la commande publique
- 3) ou si ce dernier n'a pas produit les documents exigés au code de la commande publique, après expiration du délai imparti.

## 5.6 – Intégralité des clauses du marché

Le fait pour l'URSSAF Nord Pas-de-Calais, de ne pas se prévaloir d'un manquement du titulaire à l'une de ses obligations contractuelles ne saurait aucunement être interprété comme une renonciation définitive à l'obligation en cause.

## 5.7 – Planning des travaux et délais d'exécution

Le titulaire est engagé sur une date maximale de livraison des ouvrages, telle que définie dans son marché et dans le planning général de l'opération, à compter de l'ordre de service de démarrage des travaux.

Le maître d'œuvre réalise la mission « Ordonnancement – Pilotage – Coordination » (OPC).

Le planning d'exécution des travaux est élaboré par le maître d'ouvrage, en prenant en compte les délais d'exécution renseignés par le titulaire dans sa proposition de planning. Une fois établi, il est notifié au titulaire par ordre de service.

Le calendrier pourra être modifié par l'URSSAF Nord Pas-de-Calais en cours d'exécution du marché, selon ses besoins. Cette modification sera notifiée au titulaire entrepreneur par voie d'ordre de service. Toutefois, ces modifications ne sauraient entraîner de répercussions imputables au titulaire, sur les délais d'exécution, dès lors que celui-ci s'est acquitté de l'obligation telle que définie à l'article 5.3 du présent document.

Le maître d'ouvrage pourra programmer toute réunion d'étude ou de coordination utile à l'exécution des travaux. Ces réunions sont notifiées par voie d'ordre de service.

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution du fait du maître d'ouvrage, ou d'un fait présentant les caractères de la force majeure, ce dernier prolonge le délai d'exécution. Le maître d'ouvrage dispose d'un délai de 15 jours, à compter de la date de réception de la demande du titulaire pour lui notifier sa décision. La durée d'exécution du marché est prolongée en conséquence.

## 5.8 – Dégradations, détournement et garde du chantier

Il appartient au titulaire de prendre les mesures nécessaires afin d'éviter les dégradations et détournements de son propre matériel. Jusqu'à la réception, le titulaire a la garde de l'ouvrage et en supporte les risques. Dès réception des travaux, ces risques sont transférés avec la garde au maître d'ouvrage.

En cas de défaillance du titulaire du marché, le maître d'ouvrage se réserve le droit de notifier par ordre de service au titulaire de son choix l'obligation d'assurer la garde des ouvrages, approvisionnements et installations réalisés par l'entrepreneur défaillant jusqu'à la désignation d'un nouveau titulaire. Le cas échéant, les frais de garde sont provisoirement réglés par le maître de l'ouvrage.

Les frais de réparation et de remplacement des fournitures et matériels détériorés ou détournés pendant l'exécution des travaux ne pourront être imputés au maître d'ouvrage et restent à la charge du titulaire dans les cas suivants (non cumulatifs) :

- L'auteur des dégradations ou détournements ne peut être découvert
- Les dégradations et détournements sont imputables aux agissements d'un préposé de l'un des titulaires
- La responsabilité de l'auteur insolvable n'est pas couverte par un tiers

Les dégradations et détournements de matériels ou de fournitures trouvant leur cause dans les agissements d'un ou plusieurs préposés de l'URSSAF Nord Pas-de-Calais sont pris en charge par cet organisme.

## 5.9 – Organisation, sécurité et hygiène

Les protections nécessaires destinées à assurer la sécurité de son personnel, conformément à la législation en vigueur, sont à la charge du titulaire et comprises dans le prix du marché. Le titulaire doit appliquer toutes les mesures de prévention et de sécurité spécifiques à sa profession sur le chantier et ce afin d'éviter notamment la chute de son personnel, les blessures aux mains, les éventuels risques liés aux manutentions, les approvisionnements à pied d'œuvre, l'emploi des gaz de combustion. Il devra par ailleurs mettre en place toutes les mesures liées à la sécurité de son personnel (filets, échafaudages, etc.).

Le titulaire ne pourra se prévaloir de son ignorance des règles sociales, sanitaires et de sécurité, notamment celles découlant du code du travail et du code de la santé publique, ainsi que toute règle relative à l'encadrement d'un chantier de travaux. En tout état de cause, le titulaire reste responsable des violations et infractions commises dans le cadre de l'exécution des travaux et de toutes conséquences liées à ces manquements, à l'égard de son propre personnel ou de tiers.

Le titulaire informe ses sous-traitants desdites règles, et reste responsable du respect de celles-ci par ces derniers.

Les prescriptions en la matière du maître d'ouvrage et de l'inspection du travail s'imposent à lui. Par ailleurs, le titulaire devra prendre toute mesure utile au signalement et au balisage de son chantier. Le titulaire ne pourra prétendre à aucune prolongation de délai d'exécution, indemnité, supplément de prix en arguant de la méconnaissance des règles précitées.

## 5.10 – Moyens matériels et locaux mis à disposition du titulaire

Les organismes peuvent mettre à disposition du titulaire certains moyens qui permettront la bonne exécution des prestations : matériels, clés, badges, locaux de stockage, etc. Les matériels remis au titulaire sont restitués à l'organisme dans un délai d'un mois avant le terme du marché.

**Responsabilité – Garde** : tous les moyens remis au titulaire sont sous sa responsabilité et sa garde dès lors qu'ils sont entrés effectivement en sa possession. Ils ne sauraient être utilisés ou affectés à des fins autres que la bonne exécution du marché.

Les moyens dévolus par les organismes sont indiqués dans les CCTP correspondants ou peuvent être notifiés ultérieurement par voie d'ordre de service (matériels) ou d'avenants (locaux).

**Perte – Détérioration** : en cas de perte/détérioration de matériels/locaux mis à disposition du titulaire, celui-ci doit avertir l'organisme. Ce dernier se réserve le droit d'exiger le remplacement/remise en état à l'identique des moyens perdus ou des locaux dégradés aux frais du titulaire.

**Conditions d'utilisation** : l'utilisation hors du cadre des prestations de ces matériels et locaux est non conforme. Elle est susceptible de constituer une faute du titulaire pouvant donner lieu à des sanctions contractuelles (pénalités de l'article 8 et résiliation pour faute du titulaire de l'article 12.2 du présent document).

### Clés – Cartes magnétiques – Badges

**Accès** : des clés et/ou des cartes magnétiques pourront être remises au personnel du titulaire afin de pouvoir accéder à certaines parties des locaux. Selon les souhaits de l'organisme, ces matériels seront ou non déposés sur site après utilisation pendant le service.

**Duplication** : Il est interdit de dupliquer un jeu de clé mis à disposition par l'organisme. La duplication de jeux de clés/cartes magnétiques est susceptible de constituer une faute du titulaire pouvant donner lieu à des sanctions contractuelles (pénalités de l'article 8 et résiliation pour faute du titulaire de l'article 12.2 du présent document).

**Utilisation frauduleuse** : il est interdit d'utiliser frauduleusement ou de dupliquer une clé, une carte magnétique ou un badge. Ces matériels remis au personnel du titulaire sont nominatifs : tout échange ou prêt de badge entre personnels est interdit et pourra être assimilé à une utilisation frauduleuse.

La fraude dans le cadre de l'utilisation du badge ou la reprogrammation/duplication de badge sont susceptibles de constituer une faute du titulaire pouvant donner lieu à des sanctions contractuelles (pénalités de l'article 8 et résiliation pour faute du titulaire de l'article 12.2 du présent document).



## **Locaux**

La mise à disposition d'un local s'effectuera après établissement d'un état des lieux et dans le respect de la réglementation du travail, de l'hygiène et de la sécurité en vigueur, si ce local est destiné au personnel du titulaire. Le local est pris par le titulaire en l'état, ce dernier ne pouvant émettre aucune réclamation à ce sujet.

**Accès de l'organisme** : pendant la période de mise à disposition, l'organisme se réserve un droit d'accès illimité au local. L'organisme pourra également échanger ce local contre un autre local satisfaisant aux exigences réglementaires en matière de sécurité, d'hygiène et de travail.

**Propreté** : la propreté et la bonne tenue du local est à la charge du titulaire. La restitution du local en fin d'exécution du marché fait l'objet d'un état des lieux contradictoire établi dans un document signé par le responsable de l'organisme et le titulaire.

**Adjonctions** : le titulaire peut, à ses frais et s'il le juge utile, demander l'accord écrit de l'organisme pour adjoindre tout aménagement complémentaire utile à la bonne exécution des travaux. Au moment de la restitution, le titulaire ne saurait prétendre au versement d'indemnités au titre de ces aménagements.

## **Autres matériels**

Tous les autres moyens et matériels mis à disposition du titulaire par l'organisme sont déployés sous la garde et la responsabilité du titulaire.

## **5.11 – Dépenses et consommations énergétiques**

Les dépenses indiquées ci-après sont réputées rémunérées par les prix de chaque lot ; en aucun cas elles ne sauraient faire l'objet d'un quelconque supplément de prix à la demande du titulaire :

### **Dépenses de consommation**

- Consommations d'eau, d'électricité et de téléphone.
- Frais de remise en état des réseaux d'eau, d'électricité et de téléphone détériorés, lorsqu'il y a impossibilité de connaître le responsable.
- Nettoyage du chantier sur ordre du maître d'œuvre en cas d'insuffisance.
- Photos de chantier.
- Courriers et télécopies.
- Eventuels frais de dossiers.

### **Dépenses d'entretien**

- Charges temporaires de voirie et de police.

### **Dépenses d'investissement**

- Branchements définitifs pour la durée du chantier d'eau et d'électricité pour la durée du chantier avec une ouverture de compteur et d'abonné (eau et électricité).
- Etablissement des clôtures et panneaux de chantier.
- Installations communes de sécurité et d'hygiène (sanitaires, vestiaires, réfectoires, infirmerie).
- Branchements provisoires eaux usées/eaux vannes.
- Réseau provisoire de distribution d'eau sur le chantier, y compris son raccordement.
- Evacuation provisoire des eaux pluviales reçues par les bâtiments.

## **5.12 – Modification des marchés**

Les règles applicables à la modification des marchés qui seront notifiés à l'issue de la consultation sont décrites aux articles R2194-1 à R2194-9 du code de la commande publique. Aucune modification d'un marché ne pourra aboutir à une modification substantielle de celui-ci, ni à une remise en cause des conditions initiales de mise en concurrence.

Les modifications de marchés entérinées par l'acheteur seront établies par voie d'avenants.

## **Etablissement du prix des devis**

Le titulaire établit un devis gratuit pour chaque demande de travaux nécessitant une modification de son marché (devis modificatifs).

Ce devis modificatif indique expressément le coût unitaire de matériaux, produits et matériels susceptibles de constituer une unité, ainsi qu'un nombre estimé d'unités de main d'œuvre établies par tous moyens permettant d'en apprécier la consistance.

Le nombre d'unités présenté dans le devis engage le titulaire sur le prix à régler pour effectuer l'intégralité des travaux objets de la modification, quel que soit, in fine, le nombre définitif de journées ou les quantités réelles de matériaux et matériels nécessaires pour la modification du marché. Le prix supplémentaire intégré dans la modification du marché est considéré comme un prix forfaitaire assorti d'une obligation de parfait achèvement.

L'organisme valide le devis présenté sur la base de ce nombre estimé d'unités et de quantités. En aucun cas le titulaire ne pourra se prévaloir d'un quelconque prix supplémentaire dans l'hypothèse où l'exécution des travaux demanderait davantage d'unités ou de quantités que le nombre qu'il a indiqué dans son devis validé par l'organisme.

### **Non-respect du délai de production des devis modificatifs – Refus de production d'un devis par le titulaire**

Le retard dans la production du devis modificatif, après écoulement d'un délai de 10 jours ouvrés, ou le refus de production d'un devis par le titulaire peut entraîner l'application des pénalités définies à l'article 7 du présent document.

De plus, si le titulaire se retrouve placé dans une situation d'impossibilité d'exécuter une commande, soit par dépassement du délai susmentionné, soit par refus express, le contrat ouvre la possibilité pour l'organisme de renoncer à la modification du marché et de solliciter un devis auprès d'une entreprise tierce, sans possibilité pour le titulaire du contrat de bénéficier d'une quelconque indemnisation. Le titulaire défaillant ne peut dans ce cas aucunement contester la mise en jeu de cette faculté par l'organisme.

Le titulaire ne peut aucunement contester la mise en jeu de cette faculté par l'organisme.

### **Devis modificatifs à « prix manifestement excessif »**

Un devis modificatif peut être qualifié par l'organisme de devis à « prix manifestement excessif » dans les cas suivants :

- Les prix indiqués pour un ou plusieurs matériaux ou équipements présentent un caractère particulièrement onéreux, notamment eut-égard aux prix publics constructeurs ou aux prix pratiqués par d'autres professionnels du secteur. L'organisme établit par tous moyens la preuve du caractère onéreux susmentionné.
- Le devis présenté par le titulaire contient un nombre anormalement élevé d'unités de main d'œuvre par rapport au temps raisonnable nécessaire pour réaliser les ouvrages. L'organisme établit par tous moyens la preuve du temps raisonnable nécessaire estimé afin de réaliser la prestation.

Lorsqu'un devis modificatif à prix manifestement excessif est présenté par le titulaire à l'organisme dans le cadre d'une modification de son marché, le contrat ouvre la possibilité pour ce dernier de solliciter un devis auprès d'une entreprise tierce à titre de comparaison avec le devis initial du titulaire. L'organisme peut dans ce cas renoncer à la modification du marché et passer la commande sur la base du devis de l'entreprise tierce. Le titulaire évincé de la modification initiale de son marché peut en conséquence bénéficier d'une indemnisation égale à 10% du montant total en euros hors taxes du devis validé par l'organisme auprès de l'entreprise tierce.

Le titulaire ne peut aucunement contester la mise en jeu de cette faculté par l'organisme.

## **5.13 – Primes pour réalisation anticipée des prestations**

Il n'est alloué aucune prime pour les cas d'achèvement des prestations avant l'expiration du délai imparti. L'acheteur peut toutefois décider que l'avance prise sur un délai partiel compense en tout ou partie le retard pris sur un autre délai partiel.

## **ARTICLE 6 – RECEPTION – GARANTIES**

### **6.1 – Opérations de réception – Essais et épreuves**

#### **Réception**

Ces opérations obéissent aux articles 41, 42 et 43 du CCAG-Travaux.

Conformément aux dispositions de l'article 42 du CCAG, des réceptions partielles seront prononcées par phase avant l'achèvement définitif et global des travaux et selon les phases définies dans le planning général de l'opération (planning OPC, par ensemble de 2 niveaux simultanés). Les réceptions (sans réserve de fonctionnement, aux conditions nominales) seront prononcées avec la mise en service des installations techniques absolument nécessaires à l'exploitation des locaux. Tout équipement non nécessaire et non mis en service devra conserver son démarrage de garantie à compter de sa réception définitive sans réserve. Le maître d'ouvrage prendra possession de ces ouvrages dès réception de la phase de travaux.

Les réserves seront notifiées aux entrepreneurs des lots concernés par la ou les réceptions partielles avec le délai imparti pour remédier aux imperfections et malfaçons relevées.

Le délai de levée des réserves est fixé à compter de la date effective de réception des travaux ou de la date de l'apparition de ces réserves si celles-ci sont postérieures à la réception.

Dans le cas où certains ouvrages ou certaines parties d'ouvrages ne seraient pas entièrement conformes aux spécifications du marché, sans que les malfaçons et/ou non façons constatées soient de nature à porter atteinte à la sécurité, au comportement ou à la bonne utilisation des ouvrages dans des conditions normales d'utilisation, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de renoncer à ordonner la réception desdits ouvrages estimés défectueux et proposera en lieu et place au titulaire une refaction sur les prix.

Si le titulaire accepte cette dernière, les malfaçons et/ou non-façons qui l'ont motivée se trouvent couvertes de ce fait et la réception sera prononcée sans réserve. Dans le cas contraire, le titulaire demeure tenu de réparer ces malfaçons et/ou non-façons, la réception étant prononcée sous réserve de leur réparation pendant le délai de garantie de parfait achèvement.

### **Essais et épreuves**

La réception sans réserve ne peut être prononcée que si les essais et épreuves prévus au marché s'avèrent concluants (vérification des performances ou rendements prévus).

Les résultats des essais et épreuves devront être consignés dans des procès-verbaux qui seront envoyés pour examen au contrôleur technique, en deux exemplaires. Ce dernier adressera à l'autorité compétente du maître d'ouvrage, avant la réception des travaux, un rapport explicitant les avis portés sur les procès-verbaux mentionnés ci-dessus.

Par dérogation à l'article 38 du CCAG Travaux, les essais, épreuves et contrôles supplémentaires effectués à la demande du maître d'ouvrage seront supportés par le titulaire si ces résultats lui sont défavorables.

Conformément à l'article 41.4 du CCAG Travaux, si des épreuves ou vérifications ne peuvent être faites qu'à certaines périodes de l'année, la réception sera prononcée sous la réserve que ces essais soient concluants dès qu'ils pourront être réalisés de façon significative, à savoir, sur une durée de 12 mois.

## **6.2 – Garanties légales de droit commun applicables aux ouvrages réalisés**

Le titulaire de chaque marché devra au titre de celui-ci, trois garanties. Le délai de chacune d'elle commence à courir à compter de la date de réception des travaux ou des ouvrages.

### **Garantie de parfait achèvement**

Elle est prévue par le code civil ainsi que par l'article 44.1 du CCAG Travaux. Au titre de cette garantie, le titulaire doit :

- Remédier à ses frais à tous les désordres dont les causes lui sont imputables, et qui se produiraient durant le délai de garantie, de telle que l'ouvrage soit conforme à l'état où il se trouvait lors de la réception ou après reprise des imperfections constatées.
- Exécuter à ses frais les travaux de finition ou de reprise demandés par le maître d'ouvrage lors de la réception.

Le délai de cette garantie pourra être prolongé, si nécessaire, sur décision du maître d'ouvrage dans les conditions définies à l'article 44.2 du CCAG-Travaux.

### **Garantie décennale**

Elle est prévue à l'article 1792-4-1 du Code civil. Elle concerne tous les constructeurs participant à la construction d'un ouvrage neuf ou existant ou tout prestataire lié au maître d'ouvrage par un contrat de louage d'ouvrage.

La garantie décennale court pendant une durée de 10 ans à compter de la réception des travaux.

Elle couvre tous les dommages pouvant compromettre la solidité de l'ouvrage ou qui, l'affectant dans l'un de ses éléments constitutifs ou l'un de ses éléments d'équipement, le rendent impropre à son usage.

## **Garantie de bon fonctionnement**

La durée de la garantie de bon fonctionnement est fixée à 2 ans pour tous les équipements qui ne relèvent pas de la garantie décennale conformément aux principes tirés de l'article 1792-3 du code civil. Les fabricants d'un ouvrage, d'une partie d'ouvrage ou d'un équipement sont solidairement responsables au titre de cette garantie avec l'entrepreneur ayant procédé à l'installation desdits biens en conformité avec les principes tirés de l'article 1792-4 du code civil.

## **6.3 – Garanties contractuelles particulières applicables à certains ouvrages**

Pour chacune des garanties énoncées ci-dessous, le titulaire sera dégagé de ses obligations si le défaut de fonctionnement ou la malfaçon constatée provient du fait de l'utilisateur, hors cadre d'un usage normal de l'ouvrage concerné.

### **Garantie particulière des systèmes de protection des structures métalliques**

Le titulaire garantit l'efficacité du système de protection par peintures ou autres systèmes des structures métalliques.

Cette garantie engage l'entrepreneur, pendant le délai d'un an à compter de la réception des travaux correspondants, à effectuer ou faire effectuer à ses frais, sur simple demande du maître d'ouvrage, toutes les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent d'une défectuosité des produits ou matériaux employés ou des conditions d'exécution, en application des critères et dans les termes définis au CCTG/DTU correspondant, au CCTP ainsi qu'en référence aux règles de l'art.

### **Garantie particulière des ouvrants, fenêtres et fermetures**

Le titulaire garantit le maître d'ouvrage contre tout défaut de fonctionnement des fermetures et fenêtres du bâtiment venant d'être installées pendant un délai de 10 ans, à partir de la date de réception des travaux correspondants.

Cette garantie couvre le maître d'ouvrage contre tout défaut de fonctionnement des installations ou éléments d'installations.

Cette garantie engage le titulaire pendant le délai susmentionné à effectuer à ses frais, sur simple demande du maître d'ouvrage, toutes les réparations, mises au point qui s'avéreraient nécessaires et à remplacer gratuitement toute pièce défectueuse dans le délai fixé par le maître d'ouvrage à compter de sa demande, que la défaillance des installations soit imputable à la mauvaise qualité des matériels et matériaux, à des conditions d'exécution ou à une erreur de conception des ouvrages, lorsque la conception a été confiée à l'entrepreneur.

### **Garantie particulière des systèmes de protection des bois**

L'entrepreneur garantit la bonne tenue du système de protection (peintures, vernis, etc.) et son aspect pendant un délai de cinq ans, à compter de la réception des travaux correspondants.

### **Garantie particulière de fonctionnement d'installations techniques**

L'entrepreneur garantit le maître d'ouvrage, pendant un délai de deux ans, à compter de la réception des travaux correspondants, contre tout défaut de fonctionnement des installations ou éléments d'installations ci-après :

- CVC.
- Installations électriques CFO/CFA.

Cette garantie s'applique à partir de chaque phase de réception partielle prévue par ensemble de niveaux.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de procéder pendant la période de garantie à toutes nouvelles séries d'essais jugés nécessaires après avoir averti l'entreprise en temps utile.

Durant cette période, l'entreprise devra procéder à ses frais (pièce et main d'œuvre) au remplacement de tout élément défectueux de l'installation.

Le remplacement des pièces défectueuses devra être effectué dans un délai maximum de 15 jours. Passé ce délai le maître d'ouvrage pourra faire exécuter ces travaux aux frais, risques et périls de l'entrepreneur défaillant dans les mêmes conditions que celles prévues au marché indépendamment des dommages et intérêts qui lui seraient réclamés si le défaut de réparation causait un préjudice au maître d'ouvrage.

Un nouveau délai de garantie de deux ans aux mêmes conditions que précédemment serait à nouveau appliqué au matériel ou aux réparations faites, l'installation serait reçue qu'après expiration de la période de garantie.

Pendant ce délai de garantie, l'entreprise devra envoyer les ouvriers pour effectuer les réparations sous 2 jours ouvrés sur simple demande du maître d'œuvre. Si l'entreprise a son siège en dehors de la localité, le délai de route est non compris.

## ARTICLE 7 – PENALITES

Aucune pénalité ne sera appliquée en cas de retard imputable du seul fait de l'URSSAF Nord Pas-de-Calais ou de la force majeure ; cette dernière est définie à l'article 8.3 du présent document.

L'URSSAF Nord Pas-de-Calais, par dérogation aux articles 13 et suivants du CCAG-Travaux, peut appliquer les pénalités suivantes, sans mise en demeure préalable :

<b>Dépassement des délais de réalisation des travaux</b>	Le titulaire dépasse la date prévisionnelle de livraison de ses ouvrages telle que renseignée dans sa réponse au présent marché (sous réserve de modification par ordre de service en cours de réalisation des travaux).
Montant des pénalités et application	Pénalité égale à 3% du montant forfaitaire total HT des travaux objet du marché ou bon de commande par jour ouvré de retard.
Point de départ des pénalités	A compter de la 1 <sup>ère</sup> journée ouvrée de retard, celle-ci constituant le point de départ du manquement constaté.

<b>Dépassement des délais de levée de réserve</b>	Le titulaire dépasse la date prévisionnelle de levée de réserve.
Montant des pénalités et application	Pénalité égale à 2% du montant forfaitaire total HT des travaux objet du marché ou bon de commande/ordre de service par jour ouvré de retard.
Point de départ des pénalités	A compter de la 1 <sup>ère</sup> journée ouvrée de retard, celle-ci constituant le point de départ du manquement constaté.

<b>Sous-traitance non déclarée</b>	Après constat par l'organisme et mise en demeure de faire cesser la sous-traitance litigieuse adressée au titulaire.
Montant des pénalités et application	Pénalité forfaitaire égale à 500 € par jour ouvré de constat de maintien de la sous-traitance litigieuse, après notification de la mise en demeure.
Point de départ des pénalités	Par constat effectué par l'organisme.

<b>Absence de production de l'attestation d'assurance dans le délai imparti</b>	Le titulaire ne produit pas l'attestation d'assurance professionnelle à la demande du maître d'ouvrage dans le délai imparti par ce dernier.
Montant des pénalités et application	Pénalité forfaitaire égale à 150 € par jour ouvré de retard, après notification d'une première demande.
Point de départ des pénalités	A compter de la 1 <sup>ère</sup> journée ouvrée de retard, celle-ci constituant le point de départ du manquement constaté.

<b>Absence de port des équipements de protection individuelle (EPI)</b>	Pendant l'intervention du personnel, constat par l'organisme de l'absence des équipements de protection individuelle lorsque ceux-ci s'avèrent obligatoires.
Montant des pénalités et application	Pénalité forfaitaire de 100 €.
Point de départ des pénalités	Par constat d'équipement manquant.

<b>Non-respect de la réglementation</b>	Le titulaire ne respecte pas la réglementation applicable au droit du travail, à l'hygiène, à la sécurité (notamment non-respect du plan de prévention).
Montant des pénalités et application	Pénalité forfaitaire égale à 200 €.
Point de départ des pénalités	Pénalité applicable à chaque constat de non-respect d'une réglementation .

<b>Non-respect de l'obligation de travail en milieu occupé ou défaut de comportement du personnel</b>	Constat par l'organisme, au moment de sa commission et par tous moyens, d'un fait ou comportement du personnel du titulaire susceptible d'impacter l'activité de l'organisme, de ses salariés ou de ses usagers.
Montant des pénalités et application	Pénalité forfaitaire de 100 €.
Point de départ des pénalités	Pénalité applicable par manquement constaté, par personnel impliqué.

<b>Absence à une réunion de chantier ou de coordination ou absence lors de la réception des ouvrages</b>	Absence à une réunion prévue avec le représentant de l'organisme ou le maître d'œuvre ou lors de la réception des ouvrages. Tout retard supérieur à 30 mn de la part du titulaire sera assimilé à une absence.
Montant des pénalités et application	Pénalité forfaitaire de 250 €.
Point de départ des pénalités	Pénalité applicable par manquement constaté, quel que soit le nombre de personnes convoquées et de personnes absentes.

<b>Retard dans la présentation des situations mensuelles et décompte définitif (si acomptes)</b>	Le titulaire dépasse le délai prévu au CCAG-Travaux ou au présent document.
Montant des pénalités et application	Situation mensuelle : pénalité forfaitaire dont le montant égale un millième de la différence entre le montant du décompte dont il s'agit et celui du décompte précédent, par jour ouvré de retard.  Décompte définitif : pénalité forfaitaire d'un montant égal à un millième du montant de ce décompte, par jour ouvré de retard.
Point de départ des pénalités	Pénalité applicable à compter du premier jour de retard, à compter de la réception de la demande par l'organisme (preuve apportée par tous moyens).

<b>Retard dans la présentation d'un devis</b>	Le titulaire dépasse le délai visé au présent document pour remettre un devis ayant fait l'objet d'une demande préalable.
Montant des pénalités et application	Pénalité forfaitaire de 50 € par jour ouvré de retard.
Point de départ des pénalités	Pénalité applicable à compter du premier jour de retard, à compter de la réception de la demande par l'organisme (preuve apportée par tous moyens).

<b>Retard dans la présentation de documents après demande du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage (études, plans, DOE, etc.)</b>	Le titulaire dépasse le délai imparti dans son ordre de service pour remettre des documents ayant fait l'objet d'une demande préalable.
Montant des pénalités et application	Pénalité forfaitaire de 100 € par jour ouvré de retard.
Point de départ des pénalités	Pénalité applicable à compter du premier jour de retard, à compter de la réception de la demande par l'organisme (preuve apportée par tous moyens).

<b>Défaut d'application d'une consigne ou d'un ordre de service</b>	Le titulaire n'a pas tenu compte ou a appliqué partiellement une consigne ou un ordre de service notifié par écrit par l'organisme (courrier simple, courriel ou télécopie).
Montant des pénalités et application	Pénalité forfaitaire de 50 € par jour ouvré pendant lequel la consigne ou l'ordre de service n'est pas respecté et jusqu'à exécution conforme.
Point de départ des pénalités	Pénalité applicable à compter : - du manquement constaté signalé au titulaire (pour la consigne). - de la date de notification (pour l'ordre de service).

<b>Défaut de nettoyage du chantier en cours de réalisation ou d'évacuation des gravois.</b>	Le titulaire ne procède pas au nettoyage régulier de son chantier et de ses ouvrages, comme prévu à l'article 5.1 du présent document.
Montant des pénalités et application	Pénalité forfaitaire de 100 €
Point de départ des pénalités	Pénalité applicable par manquement constaté, par ouvrage non nettoyé / par ensemble de déchets non évacué.

<b>Perte ou destruction du matériel mis à disposition du titulaire par un organisme</b>	Le titulaire perd ou met hors de service un matériel mis à disposition par l'organisme pour permettre la bonne exécution de ses prestations (notamment moyens d'accès aux locaux).
Montant des pénalités et application	Pénalité correspondant aux <b>frais de remplacement dudit matériel</b> , facture de l'organisme jointe au certificat de pénalité.
Point de départ des pénalités	Pénalité applicable pour chaque constat de perte ou de destruction de matériel.

<b>Non-respect d'un engagement pris par le titulaire</b>	Le titulaire ne respecte pas un engagement pris dans son mémoire technique auprès de l'organisme
Montant des pénalités et application	Pénalité forfaitaire de 100 €
Point de départ des pénalités	Pénalité applicable par engagement non pris sur la base d'éléments fournis par l'organisme

Ces pénalités peuvent s'appliquer cumulativement, sans préjudice les unes des autres. Toutefois, le montant cumulé des pénalités ne pourra pas dépasser 50% du montant total HT (après application d'une éventuelle réfaction de prix) du prix du marché subséquent ou du bon de commande concerné.

Les pénalités sont calculées nettes de taxes et notifiées par l'envoi au titulaire d'un certificat de pénalités par lettre recommandée avec accusé de réception. Après décompte, elles sont déduites de la prochaine demande de paiement présentée par le titulaire à l'organisme.

Si aucune autre demande de paiement supplémentaire n'est présentée par le titulaire, ce dernier se verra notifier un ordre de recouvrement au profit de l'organisme, valant injonction de payer.

## **ARTICLE 8 – RESPONSABILITE – ASSURANCE – FORCE MAJEURE**

### **8.1 – Responsabilité du titulaire**

Le titulaire est responsable de la bonne exécution de ses obligations et de la mise en œuvre de ses ouvrages. Il est également tenu responsable des dommages causés du fait de l'exécution du marché aux personnels ou aux biens du pouvoir adjudicateur, ainsi qu'aux ouvrages existants ou en cours de réalisation.

Les dommages de toute nature, causés par le titulaire au personnel ou aux biens du maître de l'ouvrage ou du représentant du pouvoir adjudicateur, du fait de la conduite des travaux ou des modalités de leur exécution, sont à la charge du titulaire, sauf si celui-ci établit que cette conduite ou ces modalités résultent nécessairement de stipulations du marché ou de prescriptions d'ordre de service.

Il reste entièrement responsable des matériels, produits, véhicules et équipements dont il a la jouissance et qu'il a déposés à l'intérieur ou à l'extérieur des locaux de l'organisme pendant l'exécution des travaux, ainsi que des faits de tout personnel placé sous son autorité, directement (salariés) ou indirectement (sous-traitants) agissant dans le cadre de l'exécution du marché.

En sus des clauses pénales prévues au présent contrat, l'organisme se réserve le droit d'exercer toute action en responsabilité civile et pénale à l'encontre du titulaire pour couvrir les dommages non couverts par les clauses de l'article 8 du présent marché.



## 8.2 – Obligation d'assurance

Par dérogation à l'article 8.2 du CCAG-Travaux, sous réserve qu'ils n'aient pas fourni un tel document au moment de la remise des candidatures, l'entrepreneur ainsi que les sous-traitants désignés dans le marché doivent justifier, avant la notification du marché et dans un délai de 10 jours à compter de la demande du maître d'ouvrage, qu'ils sont titulaires :

- D'une **assurance responsabilité civile professionnelle** garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages de toute nature (corporels, matériels et immatériels) causés par l'exécution des travaux. Cette attestation doit préciser le montant plafond des garanties, la ou les franchises.
- D'une **assurance responsabilité civile décennale** au titre de l'article L241-1 du code des assurances. Cette attestation doit préciser le montant plafond des garanties, la ou les franchises.
- D'une **assurance de dommages aux biens meubles** de toute nature contre le vol, l'incendie et les dégâts des eaux, garantissant les ouvrages et matériaux approvisionnés, sans aucune franchise.

Les autres dispositions de l'article 8 du CCAG-Travaux s'appliquent.

Les niveaux de garantie de la police d'assurance contractée par le titulaire doivent être suffisants afin de couvrir tout dommage découlant de l'exécution du marché. Sans préjudice des dispositions susvisées, l'attestation d'assurance est ensuite à produire annuellement, à date anniversaire du marché, dans un délai maximum d'un mois. Le titulaire doit prévenir l'URSSAF Nord Pas-de-Calais en cas de modification de la police d'assurance, dans un délai d'un mois à compter de la modification. A défaut de production de l'attestation ou de garantie suffisante, le marché pourra être résilié pour faute du titulaire, conformément à l'article 10.2 du présent document.

## 8.3 – Force majeure

Le titulaire ne sera pas responsable de l'incidence de la force majeure sur l'exécution de ses obligations contractuelles. La force majeure s'entend comme tout événement extérieur, imprévisible, irrésistible et hors contrôle des parties. L'organisme s'engage à déclarer par écrit au titulaire tout sinistre, au plus tard dans les 5 jours qui suivent sa survenance.

## ARTICLE 9 – CONFIDENTIALITE - SECURITE

Le non-respect de l'une ou l'autre de ces obligations peut entraîner la résiliation du marché pour faute du titulaire, après mise en demeure préalable assortie d'un délai raisonnable (cf. article 10.2 du présent document).

## 9.1 – Obligation de confidentialité

Les informations et renseignements fournis par l'organisme sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal) et sont soumis au Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD).

En conséquence, le titulaire s'engage à respecter de façon absolue cette obligation et à la faire respecter par son personnel et ses sous-traitants éventuels. L'obligation de confidentialité s'impose au titulaire et s'étend à tous les renseignements de quelle que nature que ce soit, à l'exclusion des informations, documents ou éléments déjà accessibles au public au moment où ils ont été portés à la connaissance du titulaire. Le titulaire s'engage notamment à :

- Ne conserver aucune copie des documents et des fichiers informatiques remis par l'organisme, à l'issue du contrat ;
- Ne pas utiliser les informations, documents et fichiers informatiques transmis par l'organisme à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du présent marché/contrat ;
- Ne pas communiquer les livrables réalisés, documents, informations et fichiers transmis par l'organisme à d'autres personnes morales ou non, privées ou publiques, que celles qui ont qualité pour en connaître et qui auront été désignées par l'organisme au titulaire ;
- Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques qui seraient utilisés dans le cadre du contrat.

L'organisme se réserve le droit, dans le cadre de l'exécution du contrat, de procéder, à ses frais et risques, à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour s'assurer du respect de ces obligations, tant par le titulaire que par ses sous-traitants éventuels.

## **9.2 – Obligation de sécurité**

### **Dispositions préalables aux interventions**

Conformément aux règles de sécurité en vigueur dans l'organisme, avant toute intervention, le personnel du titulaire prendra contact avec le référent désigné par celui-ci, en vue de se conformer aux dispositions du règlement intérieur de l'organisme. Ce personnel pourra, à la demande l'organisme, être accompagné par un agent de ce dernier pendant ses interventions.

Le titulaire prendra toute mesure de sécurité rendue particulièrement nécessaire par la nature des locaux ou des prestations à effectuer et devra en informer par tout moyen l'organisme.

### **Interventions non déclarées**

Aucune intervention du titulaire ne pourra être effectuée ou donner droit à règlement sans prise de contact avec le référent de l'organisme. En cas d'intervention non déclarée, le titulaire reste seul responsable de tout préjudice causé à l'organisme, ses salariés ou ses usagers, de quelque nature que ce soit (cf. article 8.1 du présent document).

Par ailleurs, le titulaire supporte seul les risques et conséquences susceptibles d'impacter son propre personnel.

### **Sécurité des personnes**

Le titulaire veille à l'application de toutes dispositions légales et réglementaires relatives à l'hygiène, la sécurité et la protection de la santé des travailleurs pendant l'exécution des prestations (port des équipements de protection individuels, etc.). Cette obligation s'étend également aux sous-traitants déclarés du titulaire, dont ce dernier est responsable.

Le titulaire ne pourra se prévaloir de son ignorance des règles sociales, sanitaires et de sécurité, notamment celles découlant du code du travail et du code de la santé publique, ainsi que toute règle relative à l'encadrement des prestations, afin de soustraire à sa responsabilité. En tout état de cause, le titulaire reste responsable des violations et infractions commises dans le cadre de l'exécution des prestations du contrat. Il informe ses sous-traitants desdites règles, et reste responsable du respect de celles-ci.

Les prescriptions de l'organisme et de l'inspection du travail en la matière s'imposent à lui.

Le titulaire ne pourra prétendre à aucune prolongation de délai d'exécution, indemnité, supplément de prix en arguant de la méconnaissance des règles précitées.

### **Sécurité des matériels et des locaux**

Les matériels utilisés par le titulaire ou mis à disposition par l'organisme doivent être maintenus en bon état de marche, utilisés conformément aux règles de sécurité en vigueur et satisfaire aux obligations de contrôle et vérifications imposés par la réglementation. L'organisme pourra exiger du titulaire, avant l'exécution des prestations, la présentation de tout document attestant de l'accomplissement de ces formalités.

### **Signalisation**

A la demande l'organisme ou à chaque fois que cela s'avère nécessaire et après autorisation de l'organisme, le titulaire prévoit le signalement de ses interventions. Il place à ses frais les barrages et les écriteaux nécessaires et prend toutes mesures pour assurer la signalisation et prévenir les divers usagers de la présence de zones interdites ou dangereuses.

### **Plan de prévention**

Les dispositions prévues par le décret n°2008-244 du 07/03/2008, incluses au code du travail, seront appliquées dans le cadre du présent marché.

Conformément à ces dispositions, il est procédé, avant toute exécution du contrat, à une inspection commune des lieux de travail, des installations qui s'y trouvent et des matériels éventuellement mis à disposition du titulaire et le cas échéant, de ses sous-traitants.

Cette inspection a pour objet l'analyse en commun des risques pouvant résulter de l'interférence entre les activités, les installations et matériels de l'organisme, du titulaire et de ses éventuels sous-traitants. A l'issue de cette inspection, lorsque les risques existent, un plan de prévention définissant les mesures devant être prises en vue de les prévenir est arrêté en commun et visé par l'organisme, le titulaire et ses éventuels sous-traitants.

Des inspections communes supplémentaires pourront avoir lieu chaque année pour assurer la coordination des mesures de prévention, entraînant si nécessaire une mise à jour du plan de prévention.

L'organisme peut désigner, auprès de l'intervenant du titulaire, un agent qualifié chargé de transmettre toutes les informations et directives concernant les prescriptions d'hygiène, de sécurité et de premier secours, afin de permettre la réalisation et la mise à jour du plan de prévention, ainsi qu'un agent chargé de veiller au respect dudit plan au cours des interventions des personnels extérieurs.

## **ARTICLE 10 – SOUS TRAITANCE**

La sous-traitance des prestations objets du présent contrat est possible dans les conditions prévues par la loi n°75-1334 du 31/12/1975 relative à la sous-traitance et aux articles L2193-1 à L2193-7 et R2193-1 à R2193-8 du code de la commande publique.

L'article 3.6 du CCAG-Travaux décrit les modalités de sa mise en œuvre.

Sans préjudice de l'application des pénalités indiquées à l'article 8 du présent document, toute sous-traitance interdite ou occulte pourra entraîner la résiliation du marché pour faute du titulaire, conformément à l'article 11.2 du présent document.

## **ARTICLE 11 – RESILIATION**

Les principes généraux de la résiliation sont décrits à l'article 49 du CCAG-Travaux. En tout état de cause, le titulaire ne peut procéder de lui-même et à son initiative à la résiliation du marché. Celle-ci prend effet à la date fixée dans la décision notifiée au titulaire.

### **11.1 – Résiliation de plein droit**

#### **Résiliation de plein droit pour impossibilité absolue d'exécution du contrat**

Lorsque le titulaire est placé, du fait de la force majeure, dans une situation d'impossibilité absolue de poursuivre l'exécution du contrat, ce dernier peut être résilié de plein droit, unilatéralement et sans préavis par l'acheteur. L'indemnité de résiliation au bénéfice du titulaire est cependant due et telle que prévue par l'article 46.4 du CCAG-Travaux ; sans préjudice des dispositions de cet article, elle ne comprend pas l'indemnisation du manque à gagner du titulaire.

#### **Résiliation de plein droit à l'initiative du maître d'ouvrage**

L'organisme peut également résilier de plein droit et unilatéralement le contrat, sans motif préalable d'impossibilité absolue d'exécution par le titulaire ou de force majeure. Dans ce cas :

- Un préavis peut être négocié librement entre les parties ; celui-ci ne saurait toutefois être supérieur à un mois, à compter de la date de résiliation.
- Le titulaire dont le contrat a été résilié de cette manière bénéficie de l'indemnité prévue à l'article 50.4 du CCAG-Travaux. Sans préjudice des dispositions de cet article, elle ne comprend pas l'indemnisation du manque à gagner du titulaire.

### **11.2 – Résiliation pour faute du titulaire**

La résiliation pour faute du titulaire obéit aux dispositions de l'article 50.3 du CCAG-Travaux, avec possibilité d'exécution à ses frais et risques, conformément à l'article 52.4 du même document.

Le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité dans le cadre de la résiliation pour faute. Sans préjudice de l'article 50.3 susvisé, cette résiliation pourra s'appliquer également :

- Dans les cas prévus par le code de la commande publique
- En cas de manquement d'une ou plusieurs des obligations prévues au présent marché et après mise en demeure restée sans effet.

Dans le cas où les travaux n'auraient pas été réalisés dans le délai prescrit, le maître d'ouvrage pourra les faire exécuter aux frais et risques de l'entrepreneur, après mise en demeure demeurée infructueuse.

Cette résiliation ne s'accompagne d'aucun préavis ni indemnité de résiliation au bénéfice du titulaire.

### **11.3 – Résiliation pour motif d'intérêt général**

Elle obéit aux dispositions de l'article 50.4 du CCAG-Travaux.

### **11.4 – Résiliation à la demande du titulaire**

Sans préjudice des dispositions du CCAG Travaux, le marché ouvre la faculté, pour l'acheteur, de prononcer une décision de résiliation à la demande du titulaire, si les motifs de la demande ne lui apparaissent pas incompatibles avec la satisfaction de ses besoins.

En tout état de cause, l'acceptation du pouvoir adjudicateur est nécessaire pour prononcer la résiliation du marché. Celle-ci peut s'accompagner d'un préavis librement négocié entre l'acheteur et le titulaire, sans que ce dernier puisse pour autant prétendre à une quelconque indemnité.

## **11.5 – Autres cas de résiliation**

Les autres cas de résiliation du marché sont prévus par les articles 50.1 et 50.2 du CCAG-Travaux. Toute résiliation prononcée sur le fondement de ces deux derniers articles n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## **ARTICLE 12 – DIFFERENTS – JURIDICTION COMPETENTE – VOIES ET DELAIS DE RECOURS**

Les prescriptions des articles 55 et suivants du CCAG-Travaux s'appliquent en matière de différends.

Le présent marché est soumis, pour tout litige relatif à la passation de sa procédure ou à son exécution, au droit français et à la juridiction territorialement compétente pour connaître des litiges relatifs aux marchés de l'URSSAF Nord Pas-de-Calais, dans les conditions définies par les décrets n°2009-1455 et n°2009-1456 du 27/11/2009.

## **ARTICLE 13 – DEROGATIONS AU CCAG TRAVAUX**

Le présent marché déroge aux articles suivants du CCAG-Travaux : 4.1, 13.3, 13.4, 14 et suivants et 38.

## Annexe 3 – Clause relative à la protection des données personnelles

L'Urssaf Nord Pas-de-Calais située à Lille et représentée par sa Directrice,  
(ci-après, « **le responsable de traitement** ») d'une part,

ET

Le titulaire du présent contrat,  
(ci-après « **le Titulaire** »), d'autre part,

Les clauses de la présente annexe ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Titulaire s'engage à effectuer pour le compte du responsable de traitement les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018.

### ARTICLE 1 - DESCRIPTION DU TRAITEMENT(S) DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Le Titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'Urssaf Nord Pas-de-Calais les données à caractère personnel nécessaires pour fournir le ou les service(s) suivant(s) : réhabilitation du site de Lille.

### ARTICLE 2 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE VIS-A-VIS DE L'URSSAF

Dans le cadre du présent accord-cadre, le Titulaire s'engage à traiter les données uniquement pour la ou les finalités des traitements mentionnées à l'article précédent et qui lui sont sous-traitées. A ce titre, il s'abstient de tout usage de ces données à son profit ou au profit de tiers, y compris à des fins commerciales.

En outre, le Titulaire s'engage à ne traiter les données à caractère personnel que sur la base et conformément aux instructions documentées de l'Urssaf Nord Pas-de-Calais.

Dans l'hypothèse où le RGPD, le droit européen ou le droit français viendrait en contradiction avec les instructions de l'Urssaf Nord Pas-de-Calais ou ne permettrait pas au Titulaire de traiter les données à caractère personnel conformément auxdites instructions, le Titulaire devra en informer l'Urssaf Nord Pas-de-Calais sans délai, et avant de procéder à tout traitement. Dans un tel cas, le Titulaire s'engage à rencontrer l'Urssaf Nord Pas-de-Calais aux fins de trouver la solution la plus adaptée au regard de l'accord-cadre et des droits et libertés de la personne concernée.

Dans l'hypothèse où les données à caractère personnel doivent faire l'objet d'un transfert en dehors de l'Union européenne ou à une organisation internationale en vertu du droit européen ou du droit français, le Titulaire doit informer l'Urssaf Nord Pas-de-Calais de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

En dehors de cette hypothèse, le Titulaire s'engage à garantir, en cas de transfert en dehors de l'Union Européenne, un niveau de protection des données à caractère personnel équivalent à celui établi par l'Union Européenne.

Conformément au chapitre V du RGPD, cette obligation de garantie sera jugée comme respectée dès lors que (conditions alternatives) :

- Le transfert a lieu vers un pays tiers ou une organisation internationale qui est visé(e) par une décision d'adéquation de la Commission Européenne au sens de l'article 45 du RGPD ;
- A été conclu avec l'Urssaf Nord Pas-de-Calais préalablement à tout transfert de données un accord annexé au présent accord-cadre reprenant les clauses types de protection des données adoptées et/ou approuvées par la Commission Européenne.

En outre, le Titulaire se porte fort envers l'Urssaf Nord Pas-de-Calais du respect, par ses collaborateurs autorisés à traiter les données à caractère personnel, de la plus stricte confidentialité concernant les données à caractère personnel traitées en exécution du présent accord-cadre.

L'ensemble de ces informations sont considérées comme des Informations Confidentielles au sens de l'article « Confidentialité » et sont couvertes par les droits et obligations qui y sont stipulés.

Le Titulaire garantit à l'Urssaf Nord Pas-de-Calais qu'il a mis en place et maintient toutes les mesures nécessaires pour préserver et faire respecter par ses collaborateurs la confidentialité des données à caractère personnel.

Ainsi, le Titulaire ne doit rendre accessibles et consultables les données à caractère personnel qu'aux seuls collaborateurs du Titulaire dûment autorisés, en raison de leurs fonctions et qualités, pour traiter les données à caractère personnel dans la stricte limite de ce qui leur est nécessaire à l'accomplissement de leurs fonctions. Le Titulaire déclare avoir dûment formé le personnel concerné en matière de protection des données à caractère personnel. Le cas échéant, il s'engage à ne pas utiliser de données à caractère personnel pour les phases de développement et de test sauf cas exceptionnel dûment justifié auprès de l'Urssaf Nord Pas-de-Calais et accepté formellement par cette dernière.

Le Titulaire s'engage à prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, application et/ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Dès l'entrée en vigueur de l'accord-cadre, le Titulaire doit communiquer à l'Urssaf Nord Pas-de-Calais l'identité et les coordonnées de son délégué à la protection des données. En cas de changement, il s'engage à en informer l'Urssaf Nord Pas-de-Calais dans les meilleurs délais et lui transmettre la nouvelle identité et les nouvelles coordonnées du délégué à la protection des données.

Enfin, le Titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'Urssaf Nord Pas-de-Calais comprenant :

- Le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et du délégué à la protection des données ;
- Les catégories de traitements effectuées pour le compte de l'Urssaf Nord Pas-de-Calais ;
- Le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du RGPD, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
- Une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
  - La pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
  - Des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
  - Des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans les délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
  - Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

### **ARTICLE 3 - OBLIGATIONS DE L'URSSAF NORD PAS-DE-CALAIS VIS-A-VIS DU TITULAIRE**

L'Urssaf Nord Pas-de-Calais s'engage à, en sa qualité de responsable du traitement :

- Fournir au Titulaire les données visées à l'article « description du traitement(s) des données à caractère personnel » ;
- Documenter par écrit les instructions concernant le traitement des données par le Titulaire ;
- Veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du Titulaire ;
- Superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du Titulaire.

### **ARTICLE 4 - ASSISTANCE DU TITULAIRE DANS LE CADRE DU RESPECT PAR L'ACOSS DE SES OBLIGATIONS**

Le Titulaire s'engage à apporter toute l'assistance nécessaire à l'Urssaf Nord Pas-de-Calais dans le cas où l'Urssaf Nord Pas-de-Calais mène, pendant la durée de l'accord-cadre, une analyse d'impact relative à la protection des données à caractère personnel au sens de l'article 35 du Règlement.

Il apportera également assistance à l'Urssaf Nord Pas-de-Calais pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

## ARTICLE 5 - SECURITE DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Le Titulaire garantit à l'Urssaf Nord Pas-de-Calais qu'il a mis en place et qu'il maintient en vigueur et à jour, pendant toute la durée de l'accord-cadre, toutes les mesures de sécurité de nature technique et organisationnelle visant à assurer la sécurité des données à caractère personnel, de manière à les préserver de toute destruction, perte, altération, divulgation et accès non-autorisés, que ces actes soient d'origine accidentelle ou illicite.

En sus des mesures de sécurité en place antérieurement à l'entrée en vigueur de l'accord-cadre, le Titulaire devra mettre en œuvre toutes les mesures demandées par l'Urssaf Nord Pas-de-Calais, notamment :

- La pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- Les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- Les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans les délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

Les Parties identifieront, pendant toute la durée de l'accord-cadre, toute mise à jour ou modification nécessaire desdites mesures de sécurité notamment aux fins de répondre à toute nouvelle menace ou toute évolution de l'état de l'art ou de la réglementation.

## ARTICLE 6 - DROIT D'INFORMATION DES PERSONNES CONCERNEES

Il appartient à l'Urssaf Nord Pas-de-Calais de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

## ARTICLE 7 - EXERCICE DES DROITS DES PERSONNES

Le Titulaire doit aider l'Urssaf Nord Pas-de-Calais à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées.

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du Titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le Titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à [eliane.baurin@urssaf.fr](mailto:eliane.baurin@urssaf.fr).

## ARTICLE 8 - NOTIFICATION DES VIOLATIONS DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Le Titulaire notifie à l'Urssaf Nord Pas-de-Calais toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de douze (12) heures après en avoir pris connaissance. Cette notification doit être faite au délégué à la protection des données de l'Urssaf Nord Pas-de-Calais [eliane.baurin@urssaf.fr](mailto:eliane.baurin@urssaf.fr) et doit être accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'Urssaf Nord Pas-de-Calais, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente et aux personnes concernées selon la gravité de l'atteinte.

## ARTICLE 9 - SOUS-TRAITANCE

Toute opération de sous-traitance envisagée par le Titulaire doit être effectuée dans les conditions de l'article « Sous-traitance » de l'accord-cadre.

En outre, dans cette hypothèse, le Titulaire s'engage à communiquer clairement les activités de traitement sous-traitées.

Le sous-traitant est tenu de respecter les obligations de la présente annexe. Il appartient au Titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du RGPD. Si le sous-traitant ne respecte pas ses obligations en matière de protection des données, le Titulaire demeure pleinement responsable devant l'Urssaf Nord Pas-de-Calais de l'exécution par le sous-traitant de ses obligations.



## **ARTICLE 10 - DONNEES A CARACTERE PERSONNEL EN FIN D'ACCORD-CADRE**

Au terme de l'accord-cadre, quelle qu'en soit la cause, le Titulaire s'engage à :

Renvoyer toutes les données à caractère personnel à la personne désignée par l'Urssaf Nord Pas-de-Calais dans un format standard et facilement exploitable.

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du Titulaire. Une fois détruites, le Titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

## **ARTICLE 11 - DOCUMENTATION ET AUDIT**

Le Titulaire met à la disposition de l'Urssaf Nord Pas-de-Calais la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'Urssaf Nord Pas-de-Calais ou un autre auditeur qu'elle a mandaté, et contribuer à ces audits.

## **ARTICLE 12 - MANQUEMENT DU TITULAIRE**

En cas de non-respect par le Titulaire des obligations visées à l'article 9 du présent CCAP, et indépendamment des sanctions pénales et administratives encourues, l'Urssaf Nord Pas-de-Calais pourra décider de résilier l'accord-cadre aux torts exclusifs du Titulaire, sans mise en demeure préalable et sans ouvrir droit à indemnités, à quelque titre que ce soit.